

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5326 - Mercredi 17 mars 2021 - Prix : 10 DA

Sûreté nationale  
**Farid Zineddine  
 Bencheikh nommé DGSN**

Page 16

À l'échelle nationale

## 11 000 micro-entreprises défailiantes

Page 3

### Libye, de l'union vers l'unité

Par Mohamed Habili

**E**n un peu plus d'un mois, Abdelhamid Dbeibah, le nouveau Premier ministre libyen de transition, a tout réussi et obtenu : son élection-désignation à Genève ; la formation de son équipe gouvernementale, comportant entre autres deux femmes dans des postes régaliens, Justice et Affaires étrangères ; la confiance du Parlement dans des conditions indiscutables, ce qui, on s'en souvient, avait été constamment refusé à Fayaz el-Serraj. Ce n'est pas tout, à ces acquis il faut ajouter la reconnaissance de la communauté internationale, laquelle, il est vrai lui était d'avance acquise, son élévation étant parrainée par l'ONU, mais aussi celle des factions libyennes, qui jusqu'ici se disputaient le privilège de réunifier la Libye sous leur autorité exclusive. Comme maintenant il a obtenu la confiance du Parlement et qu'il a prêté serment devant lui, à son siège provisoire de Tobrouk alors qu'au départ cette cérémonie devait se dérouler à Benghazi, il ne lui reste plus qu'à se déplacer à Tripoli pour la passation des pouvoirs, ou plus exactement des consignes, étant en effet déjà investi du pouvoir, entre lui et el-Serraj, ce qui ne devrait pas tarder. Il n'a d'ailleurs pas attendu que cette formalité ait lieu pour commencer à gouverner la Libye. Le fait est qu'il ne remplace pas el-Serraj, dont le titre était celui de président du Conseil présidentiel, alors que le sien est celui de Premier ministre.

Suite en page 3



Hassen Chaouch, manager du bureau d'architecture ICAR

## «La crise et la bureaucratie nous empêchent de prendre notre envol»



Manager d'un groupe spécialisé dans les études et la réalisation basé à Oran, Hassen Chaouch a réussi à imposer sa touche dans le domaine du BTPH. Son envol a cependant été freiné par la crise économique et la pandémie de Covid-19. Pour ce quadra ambitieux, cette double crise peut être dépassée grâce à la levée des contraintes bureaucratiques qui paralysent ce secteur. Page 2

Analyse

### L'universitaire Ahmed Bensaada dissèque le discours de l'organisation islamiste «Rachad»

Page 4

Béjaïa

### La marche des étudiants empêchée

Page 16



Hassen Chaouch, manager du bureau d'architecture ICAR

# «La crise et la bureaucratie nous empêchent de prendre notre envol»

■ Manager d'un groupe spécialisé dans les études et la réalisation basé à Oran, Hassen Chaouch a réussi à imposer sa touche dans le domaine du BTPH. Son envol a cependant été freiné par la crise économique et la pandémie de Covid-19. Pour ce quadra ambitieux, cette double crise peut être dépassée grâce à la levée des contraintes bureaucratiques qui paralysent ce secteur.

Par Mehdi Mourad

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est impacté de plein fouet par la crise économique et la pandémie de Covid-19. Une situation qui touche tous les opérateurs, à commencer par les architectes et les ingénieurs. Hassen Chaouch, 42 ans, manager d'ICAR, un bureau d'études d'architecture basé à Oran avec des bureaux à Alger et dans le sud du pays, avoue être confronté à «une série de problèmes inédits».

«La pandémie a paralysé nos activités durant plusieurs

Nous avons le plaisir d'annoncer, parallèlement à la série sur l'énergie qui connaît un énorme succès auprès de notre lectorat, la parution dans notre journal d'un nouvel éventail d'articles, sous l'intitulé «Covid et crise économique». Travail animé par Naima Mahmoudi qui a réuni autour d'elle des journalistes à la compétence avérée, le lecteur pourra découvrir des reportages sur le terrain, des analyses et des interviews avec des dirigeants d'entreprises. Dans cette série entamée dans l'ouest du pays, nos invités évoqueront leur expérience de patrons, parleront des inextricables problèmes auxquels ils sont confrontés avec l'administration et aborderont l'impact du Covid et la crise qu'il a engendrée sur leur secteur en particulier et sur l'économie algérienne en général.

semaines à cause du confinement. Certaines de nos activités ont pu se poursuivre à distance, mais dans l'ensemble il a été très compliqué de trouver des solutions. Le transport de nos ingénieurs sur les chantiers a été très complexe à gérer à cause de l'interdiction de circulation des minibus pour éviter la propagation du coronavirus. Nous avons donc dû louer des véhicules pour les déplacements. Cette action a eu un impact sur notre trésorerie», explique-t-il. La question du maintien des salaires des employés restés inactifs a été, selon lui, le dossier le plus épineux auquel son entreprise a été confrontée. «Les chefs d'entreprise se sont retrouvés seuls face à cette problématique». «L'objectif d'un patron est de maintenir les emplois, pas de mettre fin à une relation de travail, surtout dans un contexte aussi difficile. A mon avis, de nombreux emplois auraient pu être sauvegardés si les autorités avaient mis en place un plan de soutien efficace des entreprises. Je ne doute pas de la volonté des pouvoirs publics, mais ce qui est incompréhensible, c'est que les engagements du président de la République pour aider les entreprises n'ont pas été traduits sur le terrain», regrette le manager d'ICAR.

## «Les sociétés étouffent»

Hassen Chaouch est un acteur reconnu dans le monde du BTPH puisqu'en plus du bureau qui compte aujourd'hui 70 architectes, il a créé 3C, une entreprise familiale de construction ainsi que Buildal, une société en partenariat avec un groupe étranger, s'associe pour la constitution d'une entreprise qui a notamment réalisé le complexe de production de textile de Relizane ainsi que des infrastructures dans le domaine de l'énergie. Ces deux entreprises sont actuellement gelées, frappées de plein fouet par la crise économique. Vice-président de la Confédération générale des entreprises algériennes et président de la CGEA Oran, il connaît parfaitement la situation des entreprises et l'ensemble des problèmes auxquels elles sont confrontées. «La crise et la bureaucratie nous empêchent de prendre notre envol. Tous les opérateurs se plaignent de la pression du fisc et des caisses de sécurité



Hassen Chaouch, manager du bureau d'architecture ICAR

sociale. A cela s'ajoute le retard dans le traitement des créances publiques et les blocages pour obtenir des crédits bancaires. Les sociétés sont prises en étau, elles étouffent et finissent pas disparaître», lance M. Chaouch. Il précise qu'en une année, la région d'Oran a perdu une centaine d'entreprises et des milliers d'emplois dans différents secteurs d'activités. «Le BTPH a été touché de plein fouet, et par effet cascade cela impacte tout le secteur, les études, la réalisation et même certaines activités de production d'équipements. Un exemple : la construction d'immeubles promotionnels et d'hôtels est à l'arrêt, les producteurs de meubles, de portes et de cuisines sont bloqués. Cette crise a également un effet immédiat sur certains métiers comme les électriciens, les menuisiers ou encore les plombiers. C'est toute la chaîne de valeurs et des métiers qui est à l'arrêt».

## Opacité

Mais pour M. Chaouch, la bureaucratie reste le principal obstacle qui se dresse face aux entreprises. «Par le passé, les pratiques bureaucratiques étaient un frein au développement. Aujourd'hui, elles empêchent le pays de sortir de la crise», insiste-t-il. M. Chaouch n'hésite pas à citer des exemples concrets de son quotidien de chef d'entreprise. «Les bureaux d'études sont confrontés à des pratiques qui sont totalement contraires à l'éthique et à la réglementation. A commencer par le processus de sélection des bureaux d'études pour les marchés publics. Depuis quelque temps, nous assistons à un refus de certaines administrations d'afficher les projets des lauréats des avis d'appel d'offres (les concours d'architecture, étude et suivi) sous prétexte que la commission n'a pas le droit de le faire. Ce qui reste contradictoire à la réglementation. Cette pratique provoque nécessairement de la suspicion, alors que la loi sur les marchés publics a été faite pour garantir une réelle transparence», souligne M. Chaouch. «Durant

l'année 2020, ICAR a soumis 220 appels d'offres, mais nous avons remporté moins de 2 %». Le jeune manager souligne l'inutilité de déposer des recours. «Toute requête est rejetée avec la mention "la commission des marchés est souveraine"», indique-t-il. Autre problématique : le recours abusif des rabais par certains bureaux d'études, notamment étatiques. «La réglementation interdit les rabais, mais cette mesure est presque devenue une norme. Un bureau d'études est arrivé à octroyer un rabais de 91 % sur un projet. C'est de la concurrence déloyale. Cette pratique va finir par créer des situations très complexes car les bureaux d'études qui y ont recours font en sorte de limiter le nombre d'ingénieurs sur chantier pour assurer les opérations de suivi», ajoute M. Chaouch. Il met également en avant l'impact de l'inflation sur les entreprises. Certaines se retrouvent à travailler à perte, là encore, sans moyen de protection ni de recours. En effet, une disposition inscrite dans les cahiers des charges interdit aux opérateurs de procéder à une actualisation des prix. «Depuis deux ans, nous sommes confrontés à des avis d'appels d'offres avec des clauses non actualisables et non révisables. Ce n'est pas normal, même si c'est fait dans l'objectif de minimiser l'impact de la crise. Sauf que cet impact, c'est nous qui le ressentons à cause de l'inflation qui dépasse les 30 %», note l'architecte, précisant que cette disposition est contraire à l'article 100 du code des marchés publics. Selon lui, les entreprises se retrouvent dans une impasse car si elles refusent de réaliser le mar-

ché en question elles encourent le risque d'être blacklistées et de ne plus pouvoir soumissionner.

## Plan de sauvetage

Pour le vice-président de la CGEA, l'environnement économique actuel est loin d'être favorable pour les entreprises locales, contrairement aux opérateurs étrangers qui continuent de faire de bonnes affaires en Algérie, notamment dans le secteur du BTPH. «Nous sommes l'économie. Si les entreprises algériennes s'effondrent, c'est tout le pays qui s'effondre. Il faut un plan de sauvetage urgent qui doit passer par des mesures politiques. Voyez le cas de la Turquie. L'Etat a eu recours à l'endettement pour soutenir les entreprises. Le véritable challenge, c'est de mettre les Algériens au travail et les encourager à créer de la richesse. Pour cela, les autorités devront s'appuyer sur les entreprises locales». Enfant de Bel-Air, quartier populaire d'Oran, Hassen Chaouch affirme être fier de sa réussite. «Cette fierté je la revendique car elle est le fruit du soutien que m'ont apporté mes parents. Mais j'aurai pu faire beaucoup plus. La logique aurait voulu qu'ICAR prenne actuellement des marchés à l'international. Mes équipes ont la compétence nécessaire pour travailler à l'étranger puisqu'elles ont déjà travaillé en sous-traitance avec des bureaux d'études étrangers sur des projets au Maroc». Pour Hassen, la solution consiste à ouvrir le secteur BTPH et à instaurer des procédés qui garantissent des règles saines en matière de concurrence.

M. M.



Plan de relance économique

# Les petites et moyennes entreprises en attente d'un véritable démarrage

■ Annoncé en décembre dernier, le plan de redressement et de relance économique pour sortir le pays de la dépendance aux hydrocarbures tarde à se concrétiser sur le terrain, selon le Conseil national consultatif de la petite et moyenne entreprise (Cncpme).

Par Louisa Ait Ramdane

**B**eaucoup de chefs d'entreprise sont aujourd'hui dans l'attente d'une véritable application de ces plans d'action et des propositions, regrette le président du Conseil national consultatif de la petite et moyenne entreprise (Cncpme), Adel Bensaci. Cela fait plusieurs mois qu'on parle de ce plan de relance, a-t-il dit, et d'un certain nombre d'actions qu'on devrait mettre en place, mais jusqu'à maintenant «rien n'est fait sur le terrain», a-t-il indiqué. «Beaucoup de travailleurs sont directement impactés par un taux de chômage très fort, induit non seulement par la crise sanitaire mais également la baisse du prix du pétrole depuis 2014, dont les effets ont été ressentis à partir de 2017. Cela a été une véritable hécatombe pour les entreprises», a-t-il ajouté, appelant à l'amélioration du climat des affaires. Selon lui, notre pays se trouve dans une phase critique où réellement on n'a plus le temps de tout raser et de recommencer à zéro. «L'Algérie dispose de plusieurs filières et les problématiques ne sont pas les mêmes. Il faudrait qu'on puisse développer filière par filière, pour pouvoir ensuite donner un point exact», a-t-il précisé. Invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, l'intervenant a invité le gouvernement à passer immédiatement à la phase d'application et d'exécution du plan de relance économique. Evoquant la situation des PME en cette crise sanitaire, l'invité



Adel Bensaci, président du CNCPME

a estimé que la seule manière de sauver nos entreprises est de leur donner du travail. «Il est important, aujourd'hui, de développer la demande interne et de la satisfaire par une production locale», a-t-il indiqué. Pour y parvenir, l'accompagnement devrait se faire en fonction des spécificités et des besoins, selon lui. Autrement dit, ne pas faire dans le volume. «Il faut sélectionner un certain nombre de champions nationaux et les accompagner vers l'excellence pour qu'ils puissent non seulement satisfaire les besoins du marché interne, mais aller très rapidement vers l'exportation», a-t-il expliqué. «Il faut aller vers l'efficacité plutôt que vers le volume. Les autres vont automatiquement suivre», a proposé l'invité de la rédaction.

La dépréciation du dinar com-

plique davantage la situation des entreprises. Selon le ministre des Finances, sa revalorisation dépend de la productivité des entreprises. Selon l'invité de la radio, «on parle de la productivité pour des entreprises qu'on est en train d'étrangler», s'est-il étonné. «C'est pour cela qu'il faut passer à

l'action», a suggéré Adel Bensaci. Selon lui, pour que les entreprises reprennent de l'activité, «il faut les libérer, leur donner accès au marché ainsi que des avantages qui leur permettront de se relancer et surtout de les accompagner dans leur financement».

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 130 nouveaux cas et 5 décès

**L'ALGÉRIE** a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (4), portant à 3 045 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 130 cas, soit 15 cas de moins par rapport au bilan d'hier (145), pour atteindre, au total, 115 540 cas confirmés.

R. N.

À l'échelle nationale

## 11 000 micro-entreprises défaillantes

11 000 micro-entreprises défaillantes ont été recensées à l'échelle nationale, a annoncé Nassim Diafat, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises. En marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tissemsilt, ce dernier a indiqué que «le Fonds national de la garantie relevant de l'Agence nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat (Anade) a étudié, la semaine écoulée, près de 500 dossiers introduits en vue de l'effacement des dettes des entreprises défaillantes n'ayant pas pu honorer leurs créances».

Dans ce cadre, il a été décidé l'effacement de 250 dossiers de ces entreprises, alors que plus de 230 dossiers ont été différés et 6 ont été rejetés.

Le premier responsable du secteur a souligné que «la stratégie prônée par son département ministériel est basée sur le travail avec les différents secteurs, y compris au niveau des wilayas, visant essentiellement à créer

l'émulation et l'encouragement des jeunes à créer leurs propres micro-entreprises et à participer au développement économique durable». Le ministre a fait savoir également que les cadres du dispositif de l'Agence nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat (Anade) ont effectué, en six mois, des sorties sur site dans 7 000 zones d'ombre réparties à travers le pays. «Les besoins de ces agglomérations secondaires rurales ont été identifiés et concernent notamment la création de micro-entreprises et ce, en fonction des moyens dont disposent ces zones enclavées», a-t-il dit. Concernant la grève des travailleurs de l'Anade, il a souligné que «tous les droits des travailleurs de l'Agence seront pris en compte et ce, conformément aux textes de loi», notant que son département ministériel demeure ouvert au dialogue avec le syndicat de cet organe. Rappelons que le directeur général de l'Agence nationale

d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade, ex-Ansej), Mohamed Cherif Bouaoud, avait affirmé, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale, que de plus de 80 % des dettes ont été remboursées par les micro-entreprises, entre la création de l'Ansej en 1997 en Algérie jusqu'en 2010. Depuis 2011, après la détermination de la contribution personnelle entre 1 % et 2 %, plus de 70 % des micro-entreprises, soit environ 220 000, sont confrontées à des difficultés pour rembourser leurs dettes.

Le dirigeant avait également précisé un détail dans ce sillage, notant que ces dettes s'élevaient à plus de 172 milliards de dinars.

Le directeur général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat avait annoncé un certain nombre de mesures qui seront prises pour régler cette situation alarmante. Notamment, le rééchelonnement des dettes et

l'annulation des amendes de pénalités de retard. Il avait également annoncé que des mécanismes allaient être mis en place. L'objectif est de tenter de relancer l'activité de ces micro-entreprises en difficulté, à commencer par l'activation de l'article 87 de la loi sur les marchés publics. En outre, cette visite d'inspection dans la wilaya de Tissemsilt a permis au ministre délégué de s'enquérir de visu des potentialités d'investissements touristiques et forestiers que recèle le Parc national de Théniet El Had. Il a également visité deux micro-entreprises, l'une spécialisée dans la production d'œufs et l'autre assurant des produits de maintenance. Sur place, Nassim Diafat a promis au responsable de cette entreprise, implantée au chef-lieu de wilaya, de lui assurer un accompagnement et une prise en charge, en lui offrant un nouveau local approprié. Par ailleurs, le ministre délégué a présidé une cérémonie de remise de diplômes de qualification à

LA QUESTION DU JOUR

## Libye, de l'union vers l'unité

Suite de la page une

**L**e successeur attiré du chef du gouvernement d'union nationale qu'était el-Sarraj est Mohammed el-Menfi, le président du nouveau Conseil présidentiel. Dbeibah est Premier ministre du gouvernement d'unité nationale. Le terme d'union implique que les parties à unifier, à rendre une seule et même chose, ne le sont pas encore, qu'elles existent encore séparément. On sait que cette unité, le gouvernement conduit par el-Sarraj n'a pu la réaliser. En revanche, tout se passe comme si celui de Dbeibah en disposait dès sa création. Il n'aurait pu voir le jour si d'une certaine façon elle n'était pas déjà là, qui avait favorisé son apparition. Le nouvel exécutif n'a pas à la bâtir à partir de ses composants épars mais juste à la consolider, à l'étayer, à la rendre incassable, irrévocable, en premier lieu en s'attaquant aux causes susceptibles de la défaire à nouveau. Il ne dispose pas de beaucoup de temps pour accomplir cette tâche de salut national, mais tout juste de neuf mois. C'est un impératif que le président du Parlement, Aguila Salah, a tenu à lui rappeler à peine la confiance venait-elle d'être accordée. C'est là une deuxième différence que le nouvel Exécutif a par rapport au précédent, à qui il n'avait pas été fixé une limite temporelle stricte pour la réalisation de ses objectifs. Le gouvernement Dbeibah, si, puisqu'il devrait être parti dès après la tenue des élections générales du 24 décembre prochain, le jour d'après pour ainsi dire, à peine les bulletins dépouillés et les résultats annoncés. Quand l'année 2022 aura commencé il devra avoir déjà rendu le tablier. Mais un gouvernement qui aura réussi dans les délais fixés à rétablir l'unité du pays n'a-t-il pas du même coup acquis le droit, la légitimité même, de continuer à rester au service de ce même pays ? Une unité à peine restaurée pourrait en effet avoir alors besoin de ceux-là mêmes qui y ont œuvré avec succès. Et en premier lieu de leur chef, en l'espèce Abdelhamid Dbeibah. Il y a des chances pour que ce soit cette perspective que Aguila Salah avait à l'esprit en lui rappelant qu'il était à la tête d'un gouvernement dont les jours étaient comptés.

M. H.

de nombreux jeunes des zones d'ombre, après avoir bénéficié d'une formation, ainsi que de décisions d'octroi de facilitations et d'avantages fiscaux et des aides financières. Il a donné aux responsables concernés des instructions pour qu'ils soient à l'écoute des jeunes porteurs de projets éligibles au dispositif de l'Anade.

Meriem Benchaoui

Numérique

# ICT Maghreb, une première édition sous le signe de l'innovation

La première édition du Salon des technologies de l'information et de la communication «ICT Maghreb», qui s'est ouverte lundi à Alger, a drainé un public nombreux pour son premier jour, venu s'enquérir des dernières innovations et solutions proposées par une centaine d'entreprises nationales et internationales activant dans le domaine.



Par Lina B.

Des dizaines de professionnels du secteur ainsi que des étudiants ont été au rendez-vous de ce salon qui ambitionne d'être un espace d'échanges entre les acteurs des TIC, regroupant, entre autres, des opérateurs des télécoms, fournisseurs de services Internet et de matériel informatique, intégrateurs, éditeurs de logiciels, équipementiers, institutions financières et organisations gouvernementales. Ainsi, l'opérateur national Mobilis a procédé, en tant qu'acteur des télécommunications mobiles, d'hébergement et de stockage en Algérie, au

lancement de la «Solution Start-up» destinée aux jeunes entrepreneurs, offrant une panoplie de services avec les «meilleures» formules mobiles, a-t-on expliqué auprès de l'opérateur.

Mobilis s'engage, dans le même cadre, à accompagner les start-up et les jeunes entrepreneurs du secteur IT, qui proposent des solutions innovantes, et contribuer à leur développement. Parmi les entreprises présentes au salon, figure également Huawei-Algérie, qui a exposé un matériel technologique de dernière génération et présenté ses dernières solutions destinées aux opérateurs télécoms.

Il s'agit notamment de la solution «Fast connect», qui permet

d'avoir une connexion rapide pouvant atteindre un débit de 100Mbps et «Super vecteur», qui est une carte Vdsl pouvant atteindre jusqu'à 200Mbps chez le client final, a expliqué à l'APS le directeur général adjoint de Huawei-Algérie, Jérémy Linx.

D'autres entreprises, à l'image de la suédoise Ericsson, se sont également engagées à accompagner les start-up, dont un espace leur a été dédié à cette occasion. Il s'agit d'une trentaine de jeunes entreprises activant pour la majorité dans les technologies nouvelles, ou s'appuyant sur celles-ci pour développer leur activité, a-t-on indiqué auprès d'Ericsson.

Pour Ericsson, cette démarche a pour objectif de contribuer aux côtés des jeunes porteurs de projets, à mettre la digitalisation au service de l'économie et la croissance. L'entreprise algérienne «Elit» (El D'zair information technology, spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication) a présenté, quant à elle, plusieurs solutions.

Comptant plus de 300 ingénieurs informaticiens et une quarantaine de clients, cette entreprise a présenté sa messagerie 100 % algérienne, ainsi que des systèmes innovants de gestion, notamment de la trésorerie, des finances et de la comptabilité, de la médecine du

travail et du télétravail. D'autres solutions sont cette fois-ci présentées par des start-up comme l'application «SihhaTech» qui ambitionne de simplifier l'expérience e-santé (santé électronique) en Algérie. Elle permet, ainsi, la recherche d'un médecin ou praticien de la santé via le système GPS à travers l'ensemble du territoire national et de prendre rendez-vous en ligne gratuitement et ce, 24h/24 et 7j/7.

L'entreprise «Cosys Informatique» étudie, réalise et fournit, pour sa part, des solutions informatiques adaptées

aux besoins du secteur de la Santé, en proposant une gamme complète de matériels, de logiciels médicaux et de service informatique destinée aux laboratoires et autres établissements hospitaliers, a-t-on indiqué auprès de cette jeune entreprise.

ICT Maghreb est organisé par Prolinkom et MMCommunication, sous le parrainage du ministère de la Poste et des Télécommunications ainsi que du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up.

L. B.

## Ooredoo participe au Salon Maghreb ICT

Ooredoo, entreprise technologique prend part au Salon International des Technologies de l'Information et de la Communication au Maghreb, ICT, se tenant du 15 au 17 mars 2021 au Palais de la Culture à Alger.

Sous le Parrainage du Ministère de la Poste et des Télécommunications et du Ministère Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie de la Connaissance et des Start-up et organisé par MM Communication & Prolinkom Consulting, le salon International des Technologies de l'Information et de la Communication au Maghreb réunit les principaux acteurs de l'écosystème des technologies du numérique en Algérie et du Maghreb.

Pour sa première participation à ce salon professionnel présente, Ooredoo, via sa direction Ooredoo Business, ses dernières offres et solutions innovantes adaptées aux besoins spécifiques des professionnels du secteur des technologies de l'information.

A travers sa présence à ce salon, Ooredoo est fière de pouvoir contribuer de manière concrète aux différentes initiatives et événements favorisant l'émergence en Algérie d'un écosystème digital et d'une économie de l'information et de l'intelligence.

M. N.

Analyse

## L'universitaire Ahmed Bensaada dissèque le discours de l'organisation islamiste «Rachad»

L'universitaire Ahmed Bensaada a disséqué le discours de l'organisation appelée «Rachad», qui regroupe d'anciens membres d'un parti islamiste dissous, concluant que ce discours possède «une expertise dans la propagande de guerre» selon «les cinq principes énoncés par le journaliste-essayiste Michel Collon».

En se référant à la liste des cinq principes de propagande de guerre dressée par M. Collon : «Cacher les intérêts, cacher l'histoire, diaboliser l'adversaire, se faire passer pour les défenseurs des victimes et monopoliser et empêcher le débat», le D' Bensaada a jugé, dans une récente contribution, «intéressant dans la conjoncture actuelle d'analyser le discours du mouvement islamiste «Rachad» à laune de ces cinq principes».

Ainsi, le D' Bensaada a cité, pour le premier principe, notamment les slogans «Nous ne cherchons pas le pouvoir», «Dawla madaniya, machi aaskaria» (Un état civil et non militaire), «Nous voulons sauver notre pays de la mafia» et «Nous sommes ouverts à toutes les idéologies».

Il a estimé que ces slogans sont «en complète contradiction avec le passé politico-religieux des principales figures

de ce mouvement (Rachad), de leurs relations douteuses avec la nébuleuse islamiste internationale, de leurs sympathies avec les djihadistes libyens et syriens et de leur appartenance à l'organisation islamiste internationaliste «Motamar El Oumma» et son projet de califat «rachidiste». Pour le second principe «cacher l'histoire», le D' Bensaada a indiqué que «le mouvement Rachad s'est forgé une réputation dans la falsification de l'histoire de la décennie noire», affirmant que les militants de ce mouvement «experts dans le «Qui-tu-quisme» (...) s'évertuent à blanchir les terroristes et à noircir les militaires, à innocenter les djihadistes et incriminer l'armée algérienne».

Il a ajouté que pour les inconditionnels de l'organisation subversive «Rachad», «les djihadistes qui ont pris les armes ne sont que des gentils touristes qui aiment la randonnée pédestre dans les maquis algériens, alors que les militaires sont des méchants qui n'aiment pas les randonneurs», qualifiant cela de «pitoyable inversion des rôles qui ne fait que remuer le couteau dans la plaie de milliers de familles qui ont perdu des êtres chers». Pour lui, «occulter l'histoire

et la métamorphoser, c'est une spécialité de Rachad». Le troisième principe de propagande de guerre «diaboliser l'adversaire», est, selon le D' Bensaada, «très commun dans le discours de Rachad», expliquant que dans ce discours «le gouvernement, les militaires, les responsables, tous sentent le soufre de l'enfer» et que «rien de bon n'a été accompli et ne sera jamais accompli par eux» et qu'«ils sont le mal personifié».

«Toute petite historiette est montée en épingle, saupoudrée de quelques «fake news» présentées comme des vérités vraies, alimentant des heures interminables de diarrhées verbales hululées dans le cyberspace et sur Al-Magharibia, leur chaîne de propagande», a-t-il révélé, ajoutant : «On accuse de crimes, on invente des histoires, on exagère des événements, on sort du contexte, on utilise fallacieusement des vidéos ou des images émouvantes tout en abusant du pathos».

Pour le quatrième principe de la liste de M. Collon : «se faire passer pour les défenseurs des victimes», le D' Bensaada a indiqué que «Rachad se place toujours comme le défenseur de la veuve et de l'orphelin, du faible et du «zawali», de

l'opprimé et du pauvre (...) il les défend avec véhémence contre «l'ogre étatique», ne ménageant aucun effort sonore pour ce faire».

Il a ajouté, dans le même contexte, que «son rôle est facile, car il ne donne rien de concret, ni de tangible ou de substantiel (...) il n'utilise que sa parole, que des mots, que des palabres. Bref, que du vent», a-t-il déploré.

Enfin, le D' Bensaada a indiqué, à propos du cinquième et dernier principe «monopoliser et empêcher le débat», qu'«on ne peut pas nier que l'organisation intégriste «Rachad» est omniprésente sur le cyberspace, que ce soit sur les médias sociaux ou sur la chaîne qui leur sert d'organe de presse».

Chercheur et enseignant, titulaire d'un doctorat en physique de l'université de Montréal (Canada), Ahmed Bensaada est auteur de plusieurs ouvrages, dont «Arabesque-enquête sur le rôle des Etats-Unis dans les révoltes arabes» (2015), son premier livre d'investigation édité au Canada, Belgique et en Algérie, ainsi que son livre-enquête, édité en 2020, intitulé «Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak algérien ?».

Hani T.

# Le plan Biden va profiter à plusieurs pays dont la Chine

■ La Chine sera le premier bénéficiaire du plan de relance de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars, et en Europe, c'est l'Allemagne qui devrait voir ses exportations le plus stimulées par la demande américaine, prédit une étude d'Euler Hermès, publiée mardi.



Par Salem K.

Les retombées de ce stimulus budgétaire exceptionnel, dont des chèques de jusqu'à

1 400 dollars par personne qui ont commencé à être envoyés aux foyers américains, devraient générer un surplus d'exportations de 360 milliards de dollars d'ici à la fin 2022, a calculé l'as-

sureur-crédit.

Car si une partie de l'argent sera utilisé par les Américains pour rembourser leurs dettes, une partie sera également dépensée et «la hausse de la

demande intérieure ne sera pas complètement absorbée par les producteurs américains», pronostique Euler Hermès.

Le stimulus budgétaire devrait ainsi «générer une croissance additionnelle des exportations chinoises vers les Etats-Unis de 60 milliards de dollars en 2021-2022», selon l'étude.

En conséquence, le déficit commercial américain devrait se creuser pour atteindre 4,5 % du PIB d'ici à 2022, contre une moyenne de 2,9 % lors des cinq dernières années, selon la filiale d'Allianz.

La volonté de rééquilibrer les échanges entre les deux premières puissances économiques mondiales était pourtant à l'origine de la guerre commerciale déclenchée par l'ancien président, Donald Trump, à coups de hausses de droits de douane.

Après la Chine, le Mexique (+45 milliards) et le Canada (+38 milliards) devraient aussi

fortement bénéficier du stimulus.

En Europe, les exportations allemandes vers les Etats-Unis devraient croître de 22 milliards, portant leur total en 2021-2022 à 56 milliards. Le Royaume-Uni (+16 milliards) et l'Irlande (+13 milliards) sont aussi bien placées pour profiter des retombées du plan Biden.

Mais les exportateurs français devraient aussi tirer leur épingle du jeu : la hausse attendue est de 10 milliards de dollars grâce au stimulus, à égalité avec la Suisse.

S. K.

Bourse

## La Bourse de Tokyo démarre en modeste hausse

LA BOURSE de Tokyo progressait à la marge hier matin, au lendemain d'une modeste hausse à Wall Street au terme d'une séance volatile, dans l'attente de l'issue d'une réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) prévue jusqu'à mercredi.

Vers 00h20 GMT, l'indice vedette Nikkei gagnait 0,17 % à 29 818,84 points et l'indice élargi Topix prenait 0,15 % à 1 971,77 points.

Le yen était stable par rapport au dollar, qui s'échangeait pour 109,15 yens vers 00h15 GMT, contre 109,13 yens lundi à 21h00 GMT.

La devise nipponne bougeait peu vis-à-vis de l'euro également, à raison d'un euro pour 130,20 yens contre 130,17 yens la veille.

Le cours euro/dollar était inchangé à 1,1929 dollar pour un euro, comme lundi à 21h00 GMT. Le marché du pétrole était stable lui aussi : après 00h00 GMT le prix du baril américain de WTI valait 65,36 dollars (-0,05 %) et celui du baril de Brent de la mer du Nord 68,86 dollars (-0,03 %).

## Hong Kong ouvre en hausse, dans le sillage de Wall Street

La Bourse de Hong Kong a ouvert hier à la hausse, dans le sillage de Wall Street, où l'optimisme quant à la reprise l'emporte sur les inquiétudes relatives à l'inflation.

L'indice composite Hang Seng progressait dans les premiers échanges de 203,06 points, soit 0,70 % à 29 036,82 points.

En Chine continentale, la Bourse de Shanghai gagnait 4,71 points, soit 0,14 % à 3 424,65 points et celle de Shenzhen 7 points, soit 0,32 % à 2 179,94 points.

R. E.

Pétrole

## Le panier de l'Opep se maintient à plus de 68 dollars le baril

Le prix du panier de l'Opep, constitué de 13 bruts dont le Sahara Blend algérien, se maintient à plus de 68 dollars le baril, le niveau le plus élevé enregistré depuis plus d'un an et ce, dans un contexte d'espoir quant à une reprise de la demande mondiale et les efforts de l'Opep+. «Le prix du panier de référence de l'Opep de bruts (ORB) s'est élevé à 68,18 dollars le baril lundi, après avoir terminé la semaine écoulée à 68,14 dollars», selon les données publiées hier par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Introduit en 2005, l'ORB est également composé de Girassol

(Angola), Djeno (Congo), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi Light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Iraq), Kuwait Export (Koweït), Es Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Cette progression intervient dans un contexte d'amélioration des prix de brut, dont le Brent qui a atteint en ce mois son niveau le plus haut depuis janvier 2020 en dépassant la barre des 70 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé la séance de lundi à 68,88 dollars à Londres, après

avoir passé dans la journée la barre des 70 dollars le baril.

Plusieurs analystes expliquent cette progression par l'optimisme quant à une reprise de la demande mondiale avec les chiffres encourageant publiés lundi sur l'économie chinoise, deuxième économie mondiale.

Selon les chiffres du Bureau national chinois des statistiques, «la production industrielle de la Chine a progressé de 35,1 % sur les deux premiers mois de l'année comparé à janvier/février 2020, tandis que les ventes de détail, principal indicateur de la consommation, ont augmenté de 33,8 %». D'autre part, les prix res-

tent soutenus par les efforts de l'Opep et ses alliés dans le cadre de la Déclaration de coopération en limitant pour le quatrième mois consécutif la hausse de leur production à 500 000 barils jour, en plus des ajustements volontaires de l'Arabie saoudite reconduits pour le mois d'avril prochain.

Dans son dernier rapport mensuel, l'Opep a révisé à la hausse ses prévisions concernant la demande mondiale de pétrole en attendant un rebond de 5,9 millions de barils (mbj) pour atteindre 96,3 mbj cette année.

S. K.

UE/Commerce/accord/Agriculture

## 450 ONG appellent à un abandon de l'accord commercial UE-Mercosur

La pression monte dans la société civile : 450 associations et ONG réunies dans le collectif Stop Ceta-Mercosur ont appelé, lundi, les gouvernements à abandonner l'accord entre l'UE et le Mercosur, qui doit encore être ratifié par les 27.

Pour le collectif, l'accord entre l'Union européenne et l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay réunis au sein du Mercosur «appartient à une lignée d'accords commerciaux

obsolètes qui datent du 20<sup>e</sup> siècle et qui ont détruit la planète».

Il va «aggraver la destruction et l'effondrement de la biodiversité de l'Amazonie, du Cerrado et du Gran Chaco, en raison de la hausse des quotas d'importation de bétail et d'éthanol vers l'Europe, perpétuant un modèle agricole extractiviste fondé sur la sur-pâturage, l'expansion de l'élevage intensif avec des parcs d'engraissement pour le bétail, et des monocultures dépendantes

des pesticides et produits chimiques», soulignent les signataires parmi lesquels Attac, Greenpeace, Oxfam ou encore Extinction Rebellion UK.

La déclaration de la coalition s'élève de voir le futur traité «détruire les moyens de subsistance de très nombreux paysans et petites exploitations familiales en Europe et Amérique du Sud». Il risque aussi d'aggraver «la dépendance des économies sud-américaines aux exportations à bas prix de matières pre-

mières». L'accord conclu en 2019, après plus de 20 ans de négociation, vise à créer un marché de quelque 750 millions de consommateurs entre les 27 pays de l'Union européenne et les quatre pays du Mercosur. Mais le processus de ratification s'est ralenti depuis la multiplication des incendies dans l'Amazonie, la France et l'Allemagne notamment, déplorant le manque d'engagement du Brésil à défendre l'environnement.

O. N.

Chicago

## Le maïs profite de bons chiffres sur les exportations

Le cours du principal contrat de maïs coté à Chicago s'est apprécié lundi après des chiffres satisfaisants sur les volumes prêts à être exportés. Le soja et le blé sont aussi montés. Les prix agri-

coles ont démarré la semaine dans le vert, en grande partie grâce aux données meilleures que prévu du ministère de l'Agriculture ce matin sur les produits inspectés avant exportation. Le boisseau de blé (environ

27 kg) pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé à 6,4360 dollars contre 6,3850 dollars avant le week-end, en hausse de 0,80 %. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mai a fini à 5,4800 contre 5,3900

dollars à la dernière clôture, en progression de 1,67%.

Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mai a terminé à 14,1840 dollars contre 14,1325 dollars vendredi, montant de 0,36 %.

Y. N.

Dalila Boudjemaa, ministre de l'Environnement

# «L'Algérie consomme 7 milliards de sacs en plastique par an»

■ L'Algérie consomme près de sept milliards de sacs en plastique par an, a fait savoir, lundi à Alger, la ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa, appelant à l'adoption de législations limitant les dangers de l'utilisation du plastique sur la santé et l'environnement.

Par Hocine K.

Dans une allocution lue en son nom par la SG du ministère, Meriem Ben Mehdi, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des droits des consommateurs, célébrée cette année sous le slogan «La lutte contre la pollution plastique», la ministre a indiqué que «l'Algérie fait partie des grands consommateurs de sacs en plastique au niveau mondial», ajoutant que «60 à 80 % des déchets plastiques sont jetés dans la nature, la mer et les oueds».

Elle a relevé, dans ce sens, l'existence de «simples» méthodes pour contenir les déchets plastiques dont les opérations de broyage, de dissolution et de pompage, ce qui permet leur transformation en de nouveaux produits recyclés, y compris les matières d'étanchéité.

M<sup>me</sup> Boudjemaa a plaidé pour le lancement d'une réflexion sur ce point, en tenant compte du sort du sac en plastique après son utilisation ainsi que les séquelles sanitaires, urbaines et environnementales qui pourraient en découler.

En outre, «les dernières inondations démontrent le risque que constituent ces déchets plastiques qui bloquent, parfois, les réseaux d'évacuation sanitaires en zones urbaines en sus des gaz à effet de serre (GES) contribuant à l'aggravation du réchauffement climatique», explique la ministre.

Selon les chiffres avancés par la première responsable du secteur, les déchets ménagers contiennent 17 % de plastique, soit 130 000 tonnes/an de la quantité annuelle produite au niveau national.

De son côté, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a souligné l'importance d'intensifier les campagnes de sensibilisation des consommateurs à la nécessité d'éviter le jet anarchique du plastique et d'inciter à l'utilisation de produits alternatifs.

Concernant la protection des consommateurs, il a indiqué que son département ministériel avait préparé plusieurs textes législatifs, en cours de signature et de publication au *Journal officiel* (JO), relatifs au service après-vente ainsi qu'aux conditions d'hygiène appliquées dans les structures de restauration.

Il s'agit également de la réglementation technique fixant les conditions et modalités applicables à l'apposition du code-barre sur les produits destinés à la consommation humaine et des caractéristiques des produits en caoutchouc destinés au contact alimentaire.

Pour sa part, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a fait savoir que son département ministériel élaborait des projets de textes réglementaires, lesquels sont «à un stade très avancé» et permettront de renforcer la protection des droits des consommateurs, à l'instar du projet de décret exécutif relatif à la portabilité des numéros et de celui de l'arrêté exécutif fixant les conditions et modalités de certification des équipements bancaires et des installations électriques sans fil.

Au terme de cette cérémonie, MM. Rezig et Boumzar ont supervisé l'émission d'un timbre-poste à l'occasion de la Journée mondiale des droits des consommateurs, consacré au thème «Consommons algérien». Conçu par le regretté plasticien Karim Tamdine, ce timbre sera émis en 200 000 exemplaires.

## Les CET appelés à exploiter leurs stocks de déchets pour générer des revenus

Par ailleurs, la ministre de l'Environnement a mis l'accent, depuis Batna, sur l'impératif pour les Centres d'enfouissement technique (CET) d'exploiter leurs stocks importants de déchets en vue de générer des revenus.

«À travers la vente des stocks, ces centres à caractère industriel et commercial seront en mesure de réaliser un autofinancement et des unités de récupération, outre le financement de ses opérations», a fait savoir M<sup>me</sup> Boudjemaa dans une déclaration à la presse au niveau du pôle culturel de la cité Kechida (chef lieu de Batna), dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Batna.

Selon la ministre, «le biogaz pourrait être également extrait de ces déchets qui constituent une



matière première, et ce, en coordination avec les universités au niveau national».

Concernant la saturation des excavations existantes au niveau des CET, M<sup>me</sup> Boudjemaa a précisé qu'il «s'agit là d'un problème de gestion car, à la base, elles étaient destinées à stocker les déchets intraitables», soulignant que «le financement supplémentaire relatif à la réalisation de nouvelles excavations aurait pu être évité étant donné que le coût de réalisation d'une seule excavation s'élève à 50 millions DA, et ce, à travers l'opération de tri des déchets et l'affectation des excavations aux déchets intraitables uniquement». Lors de sa visite à la société de gestion des CET de Batna, située à la commune Oued Chaaba, la ministre a reçu des explications sur la situation de la société et visité, à cette

occasion, la nouvelle unité de traitement de lixiviat. Cette société dispose actuellement de toutes les structures spécifiques à ce genre de sociétés.

«Les déchets produisent une nouvelle richesse consistant en des matières premières moins coûteuses, dont le traitement du lixiviat des déchets avec extraction d'eau pour l'utiliser à l'irrigation», a ajouté la ministre.

À la zone industrielle dans la ville de Batna, M<sup>me</sup> Boudjemaa a inspecté l'unité de recyclage des huiles et une autre pour le recyclage et la transformation du plastique dans la commune de Fesdis.

Elle a également écouté un exposé sur l'Entreprise d'hygiène et de nettoyage «Cean Bat», et un autre présenté par des chercheurs de l'Université de Batna 1 sur la récupération du biogaz à

partir des déchets dans le cadre de la convention conclue entre cette Université et l'entreprise de gestion des CET.

À la commune de Fesdis, la ministre s'est enquis du projet du «Jardin vert» avant de visiter la maison de l'environnement au pôle culturel de la cité Kechida, où est organisée une exposition diversifiée des start-up activant dans le domaine écologique.

Au terme de sa visite à Batna, la ministre de l'Environnement a fait état de deux projets au profit de cette wilaya, le premier, d'un montant de 100 millions de DA, pour l'examen et l'élimination de trois décharges anarchiques à N'Gaous, Ras El Aïoun et El Madher, et le second, d'un montant de 150 millions DA, pour la réalisation d'une fosse au niveau des CET à Batna, Barika, Ain Touta.

H. K.

## Préservation

# Deux études pour la réalisation d'une pépinière de cèdre de l'Atlas et de classification du genévrier thurifère

Le ministère de l'Environnement procédera au financement de deux études pour la réalisation d'une pépinière de cèdres de l'Atlas et la classification de la région du genévrier thurifère à Batna, a annoncé, lundi, la ministre de l'Environnement, Dalila Boudjemaa. S'exprimant en marge de son inspection du projet de réalisation du jardin urbain dans la commune de Fesdis, la ministre a indiqué que «le travail sera élaboré en coordination

avec la Direction générale des forêts (DGF)». Cette initiative, selon la même responsable, s'inscrit dans le cadre de la loi relative à la protection des ressources naturelles dont celles en voie de disparition, d'où la réalisation d'une pépinière de cèdres de l'Atlas en vue de réaliser le renouveau naturel de cet arbre symbolique dans les Aurès, précisant que la superficie de la pépinière est de 11 000 hectares dont 6 000 au niveau du Parc national de Belezma, selon la

DGF. Par ailleurs, l'étude relative à la classification de la région du genévrier thurifère, appelé localement «Aywel», comme réserve par les services des forêts, vise à préserver ce type d'arbres spécifiques à la région des Aurès (notamment Batna) dont le nombre d'arbre restant est de presque 100 arbres.

Après avoir suivi les explications sur les deux classes d'arbres, la ministre a insisté sur l'impératif d'associer l'université et de sensibiliser les jeunes por-

teurs de projets à l'investissement dans ce domaine à travers l'extraction des huiles essentielles, d'autant que l'Algérie dispose de ressources importantes.

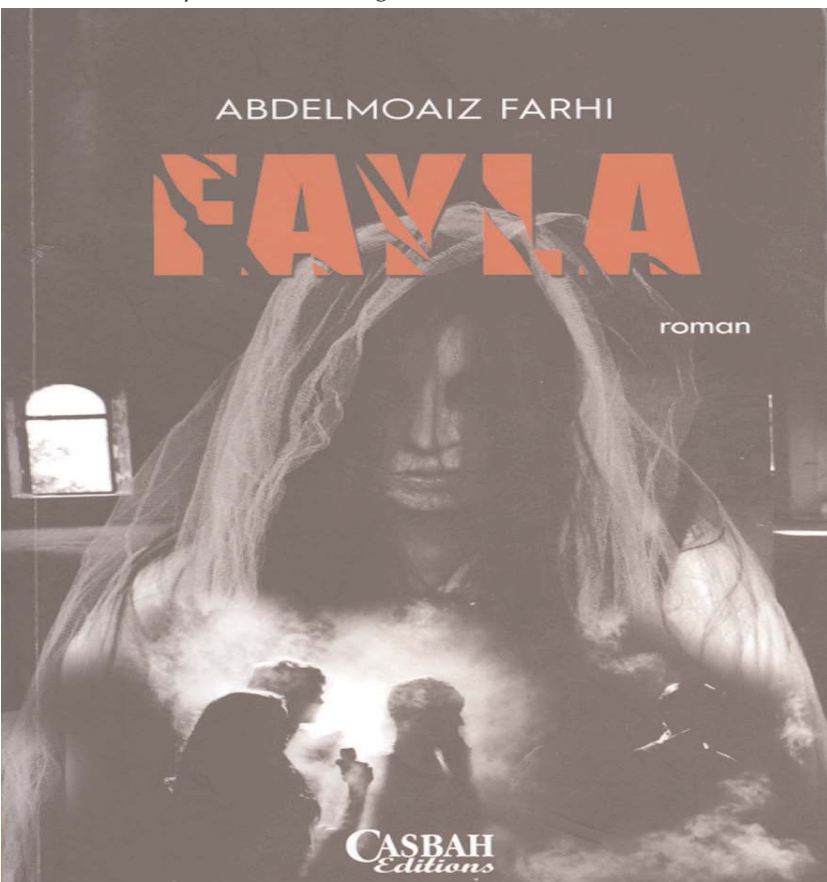
Lors de sa visite dans la wilaya de Batna, M<sup>me</sup> Boudjemaa a inspecté différents projets relevant de son secteur. Une opération de plantation de cèdres de l'Atlas a eu lieu en présence de la ministre, au niveau du Parc national de Belezma.

R. E.

«Fayla» de Abdelmoaiz Farhi, paru chez Casbah éditions

# Un roman d'horreur à découvrir

■ Le jeune auteur Abdelmoaiz Farhi vient de signer son deuxième roman chez Casbah éditions. Intitulé «Fayla», ce livre d'horreur porte des messages humanitaires en racontant le combat éternel entre le bien et le mal, la vengeance et le pardon.



Par Abla Selles

Les événements de cette histoire se sont déroulés dans «la rue des Combattants», un quartier à Constantine. Il s'agit d'une femme qui revient d'outre-tombe. Cette femme, qui a été assassinée pour avoir voulu «protéger une personne d'un mal sûr», s'est retrouvée elle-même victime. Avant son assassinat, Fayla était une femme malheureuse qui cherchait à vivre dans le calme et la sérénité. Voir Ahmed, le fils des voisins qui lui ont toujours fait du bien, entamer une relation avec son enseignante lui a paru injuste et elle a voulu le dénoncer à ses parents. Cependant, après une dispute entre les trois (Ahmed, l'enseignante et Fayla) un accident a causé le décès de la vieille femme. Vingt ans, Fayla revient d'outre-tombe pour se venger contre toutes les personnes qui lui ont causé du mal dans sa vie. Elle s'en prend à leurs enfants, candidats au baccalauréat, et leur a envoyé des démons pour leur pourrir la vie.

Le jour du spectacle où Fayla devait tuer ces jeunes adolescents, le pardon apparaît comme un sentiment plus fort que la haine, la rancune et la vengeance.

Pour faire vivre aux lecteurs

les événements de cette histoire, Abdelmoaiz Farhi a choisi un lieu connu à Constantine, «la rue des Combattants». Il s'agit d'un quartier artier calme où se trouve jusqu'à aujourd'hui des villas coloniales dont quelques-unes ne sont pas habitées. La description des lieux est brève, mais le calme cathédral de la rue faisait trop peur aux jeunes qui y venaient pour les cours de soutien scolaire. Il y a aussi ces êtres surnaturels qui sèment la peur dans la région.

Un autre élément de la réalité qui nous rapproche de l'histoire est le quotidien des jeunes, leurs intérêts, leurs projets. Ce sont des jeunes de notre époque qui sont trop accrochés à leur Smartphone, micro-portable, le sport. Ces moyens de communications ont beaucoup aidé l'auteur à s'approfondir dans l'imagination et l'horreur. Il y a aussi les mots utilisés qui sont simples, précis, clairs et très courants entre la jeune génération.

Il est à noter que Fayla est le deuxième roman de Abdelmoaiz Farhi. Il avait déjà publié «A 19 heures mon amour» qui a connu un succès.

Fayla, roman de 157 pages édité par Casbah éditions est vendu à 700 DA.

A. S.

## Salon national du livre

### Le rôle de la traduction de et vers tamazight en débat

Le thème du «Rôle de la traduction de et vers tamazight dans le développement linguistique et le rayonnement culturel» a été au centre d'une conférence organisée, lundi, avec la participation de spécialistes et académiciens et ce, dans le cadre du programme culturel du Salon national du livre qui se poursuit au Palais des expositions Pins maritimes, à Alger.

Le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a évoqué les objectifs de son institution pour promouvoir et encourager la traduction en tant que «passerelle» liant les langues parlées en Algérie, à savoir tamazight et l'arabe, et ce, dans le cadre de «l'encouragement de la pluralité et la cohabitation linguistique en Algérie».

«L'intérêt de la traduction vise à établir des traditions codifiées par la passation de conventions avec les différentes maisons d'édition algériennes, et ce, pour préserver les droits d'éditeur et d'auteur», a-t-il ajouté.

Dans le cadre de sa stratégie dans le domaine de la traduction, le HCA, poursuit M. Assad, œuvre à «accompagner les porteurs de projets en traduction à la faveur de l'installation d'un comité de lecture pour évaluer les textes proposés pour publication», indiquant que «le cercle de lectorat de tamazight en Algérie a franchi de grands pas et s'élargit chaque année».

M. Assad a affirmé, en outre, l'attachement du HCA à donner une impulsion à la présence du livre amazigh, notamment celui littéraire, dans la scène culturelle, à travers la participation aux foires natio-

nales et au Salon international du livre à l'effet de le renforcer et le promouvoir.

Après avoir appelé les différents partenaires, tels que les instances, les institutions publiques et les ministères, à s'intéresser à la traduction vers tamazight, M. Assad a mis en avant les projets en cours de réalisation avec le ministère des Affaires religieuses et la traduction de 3 mémoires historiques avec le ministère des Moudjahidines.

Il a salué l'expérience pionnière de l'agence de presse APS depuis 2015, avec l'emploi d'un contenu médiatique basé sur la traduction vers la langue amazighe traitant la vie quotidienne du citoyen et autres actualités politique, sociale, culturelle et économique.

Concernant les efforts visant la promotion de la traduction tamazight, M. Assad a évoqué sa suggestion au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique quant à l'impérative ouverture d'un master en traduction arabe-tamazight au niveau de l'Université d'Alger, afin de promouvoir cette langue nationale officielle enseignée dans la majorité des établissements éducatifs du pays, faisant état de l'installation d'une cellule de traduction au début de l'année en cours, spécialisée en traduction institutionnelle.

De son côté, le chercheur Benothmane Zein a évoqué, dans son intervention, «les difficultés et les obstacles de la traduction de la langue russe à la langue arabe et au tamazight», affirmant que la traduction est basée sur «la compréhension» et que le traducteur ne peut faire son travail correc-

tement si l'idée initiale n'est pas claire.

Le chercheur a appelé à «encourager la publication de dictionnaires de proverbes en tamazight avec toutes les variantes, et ce, compte tenu du rôle axial des dictionnaires spécialisés pour faire pencher la balance en faveur de la traduction sérieuse», soulignant que la traduction permet de créer de nouveaux mots contribuant à l'enrichissement de la langue. Pour sa part, la chercheuse universitaire Hadj Aïssa Zahra a affirmé que la traduction est un système qui interagit avec tous les aspects de l'environnement de l'auteur, estimant que la traduction doit se baser sur «la lecture, la réflexion et le savoir, afin de prendre connaissance des contextes culturels de l'auteur de l'œuvre à traduire».

Le Salon national du livre, organisé par l'Organisation nationale des éditeurs de livre (Onel), se poursuit jusqu'au 20 mars en cours au Palais des expositions (Alger).

### Appel à la réhabilitation de la scénographie

Le scénographe Fawzi Benhimi a appelé, lundi dans une déclaration à l'APS, le ministère de la Culture et des Arts à la réhabilitation de la scénographie à travers «son enseignement comme nouvelle discipline à l'Ecole supérieure des beaux arts (Esba)».

M. Benhimi qui anime un workshop sur la scénographie au profit des étudiants de l'Esba, toutes spécialités confondues, a affirmé que le «scéno-

graphe est avant tout un plasticien», ajoutant que seul le scénographe-plasticien est capable d'être créatif en la matière, notamment sur le plan esthétique. Il a appelé, dans ce sens, à s'ouvrir aux expériences étrangères. Le même scénographe, diplômé en 2007 de l'Isma et de l'Ecole des beaux-arts en Bologne (Italie) en 2011, a déploré l'absence de la formation scénographique en Algérie d'autant qu'elle n'est enseignée dans aucun institut.

Il a en outre fait savoir que le workshop qu'il encadre au niveau de l'Esba vise à assurer une formation en scénographie, notamment au profit de la gente féminine.

Et d'enchaîner que cette initiative, qui se poursuivra jusqu'au jeudi prochain, tend à «sensibiliser l'importance de cette discipline par rapport au 4<sup>e</sup> art», ajoutant que «le théâtre est une activité intégrée, c'est pourquoi tout manquement de ses éléments à l'image de la scénographie, le tournage ou la réalisation, impactera le travail entier».

A noter que M. Benhimi est l'auteur de scénographies de plusieurs pièces théâtrales dont «Adjnihatou Nemmoula», présentée récemment au TNA Mahieddine-Bachtarzi.

Cet atelier a été organisé dans le cadre de la 14<sup>e</sup> édition du Festival national du théâtre professionnel (Fntp) qui se poursuivra jusqu'au 21 mars en cours, avec au programme 10 œuvres en compétition et 9 autres en off.

Racim S.



Corée du Nord

# La sœur du leader nord-coréen avertit Washington de ne pas répandre une «odeur de poudre»

■ L'influente sœur du leader nord-coréen Kim Jong-Un a mis en garde Washington contre toute tentative de «répandre une odeur de poudre», ont rapporté, hier, des médias d'État, alors que les secrétaires américains à la Défense et aux Affaires étrangères entamaient une visite à Tokyo et Séoul.

Par Mourad M.

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, et le chef du Pentagone, Lloyd Austin, sont arrivés lundi au Japon, étape inaugurale de leur premier déplacement à l'étranger destiné à renforcer les liens des États-Unis avec leurs alliés dans la région face à l'influence croissante de la Chine et à afficher un front unifié à Pyongyang.

Cette déclaration de Kim Yo-Jong est la première référence explicite, sans toutefois le nommer, au nouveau président américain de la part de ce pays doté de l'arme nucléaire, plus de quatre mois après l'élection de Joe Biden à la succession de Donald Trump.

Les États-Unis et la Corée du Sud ont entamé des manœuvres militaires conjointes la semaine dernière, et le «*Rodong Sinmun*», cité par l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, a rapporté une déclaration de Kim Yo-Jong dans laquelle elle offre «un conseil à la nouvelle administration américaine qui tente de répandre une odeur de poudre sur notre pays».

«Si vous voulez dormir tranquilles pendant les quatre ans à venir (durée d'un mandat présidentiel américain, ndr), vous feriez bien de ne rien entreprendre qui vous fasse perdre le sommeil», dit M<sup>me</sup> Kim, selon le «*Rodong Sinmun*».

La politique étrangère atypique de Donald Trump avait donné lieu à des échanges d'insultes et de menaces de guerre avec Kim Jong-Un, suivies d'une extraordinaire lune de miel diplomatique marquée par des sommets entre les deux dirigeants.

Ces relations n'avaient finalement pas conduit à des avancées vers une dénucléarisation de la Corée du Nord, soumise à de multiples sanctions internationales en raison de son programme nucléaire.

Le processus de négociations avait été mené avec l'entremise du président sud-coréen Moon Jae-in, mais les relations entre Séoul et Pyongyang se sont fortement détériorées depuis l'échec du sommet Kim-Trump à Hanoi en février 2019.

Depuis, Pyongyang s'est davantage isolée, fermant notamment ses frontières afin

de se protéger de la pandémie de Covid-19, apparue pour la première fois dans la Chine voisine.

Peu avant l'investiture de Joe Biden en janvier, la Corée du Nord a dévoilé un missile balistique pouvant être lancé d'un sous-marin lors d'une parade militaire.

L'influence de Kim Yo-Jong, une des conseillères les plus proches de son frère, n'a pas cessé de croître l'an passé. Elle est apparue comme étant au cœur de la stratégie nord-coréenne de rupture avec Séoul, symbolisée par la destruction en juin du bureau de liaison intercoréen situé au Nord.

Quelques jours auparavant, M. Kim avait qualifié les États-Unis de «*principal ennemi*» de son pays.

«La Corée du Nord a jugé que les États-Unis n'offraient pas assez de concessions et a donc publié cette déclaration avant la visite de M. Blinken et M. Austin à Séoul», a analysé Shin Beom-chul de l'Institut de recherche coréen pour la sécurité nationale.

Selon lui, il est «hautement probable» que Pyongyang décide d'une provocation militaire pendant ou immédiatement après le voyage des Américains.

Quelque 28 500 militaires



P. A. D. R.

américains sont stationnés en Corée du Sud pour la protéger d'une éventuelle attaque et Séoul et Washington, unies par une alliance militaire. Ils ont commencé la semaine dernière des exercices militaires simulés sur ordinateur. Pyongyang condamne de tels entraînements qu'elle qualifie de préparation d'invasion. «Le gouvernement sud-coréen a une fois encore choisi «la Marche de la guerre», «la Marche de crise», dit Kim Yo-Jong dans sa déclaration.

«Ces chaudes journées de printemps d'il y a trois ans, qu'ils désirent tant, ne reviendront pas facilement», a-t-elle ajouté, menaçant de mettre fin à un accord militaire Nord-Sud «s'ils

osent recourir à de nouvelles provocations».

M. Blinken et M. Austin sont arrivés lundi à Tokyo où ils se sont entretenus avec leurs homologues japonais de la Chine et de la politique de Washington à l'égard de la Corée du Nord. Dans une déclaration commune, ils ont appelé à «la dénucléarisation complète de la Corée du Nord».

M. Blinken a cependant refusé de commenter les propos rapportés hier de Kim Yo-Jong.

«Nous examinons si diverses mesures de pression supplémentaires pourraient être efficaces, si des voies diplomatiques ont un sens, tout cela est à l'étude», a déclaré M. Blinken.

M. M.



## Commentaire

Harmonisation

Par Fouzia Mahmoudi

Le rejet de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne par une majorité des peuples d'Europe il y a près de vingt ans a été un gros coup porté à l'égo de Recep Tayyip Erdogan. Lui qui était alors Premier ministre et avait contribué, entre autres, à l'harmonisation des lois turques avec celle de l'UE, a mal supporté le refus de plusieurs pays européens d'accepter son pays. Depuis la rancœur de celui qui est depuis devenu président de la Turquie n'a cessé de dégrader les relations, pourant longtemps privilégiées, entre Ankara et Bruxelles. C'est donc surprenant d'entendre aujourd'hui le ministre turc de l'Industrie et des Technologies, Mustafa Varank, déclarer qu'«il est plus important que jamais pour la Turquie de se focaliser sur les travaux d'adhésion totale à l'Union européenne». Varank a participé, lundi, à la «Réunion de présentation du Programme des secteurs concurrentiels» à Ankara. Lors de son discours, Varank est revenu sur les effets de la pandémie de Covid-19. «En cette période critique, nous sommes conscients que le renforcement de nos relations avec l'UE ainsi que la nécessité de se focaliser sur les travaux pour l'adhésion totale à l'UE sont plus importants que jamais. Nous poursuivons l'harmonisation juridique et les coopérations dans les domaines économique, politique et social», a-t-il dit. Varank a affirmé que les travaux de réforme dans des domaines du droit, des droits de l'Homme et de l'économie, annoncés par le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, en sont les reflets. «Dans le cadre du processus d'harmonisation avec l'UE, nous souhaitons davantage bénéficier des outils financiers, dont l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) et les programmes de l'Union», a-t-il souligné. Varank a noté que la Turquie co-finance ces programmes qui permettent de soutenir les travaux pré-adhésion des pays candidats, concluant : «Dans le cadre de l'IAP, nous avons fourni un soutien d'une valeur de 800 millions d'euros jusqu'à maintenant». Ainsi, après avoir montré une extrême hostilité à l'UE en ciblant particulièrement certains pays qu'Erdogan n'a pas hésité à provoquer et à menacer, tels que l'Allemagne, l'Autriche, ou encore, et surtout, la France, il semble prêt, alors que la Turquie est dans la tourmente financièrement, à tendre la main aux Européens qu'il a tant décriés cette dernière décennie. Reste à voir qu'elle sera la réaction de l'Union européenne vis-à-vis de cette volte-face, probablement inutile, les peuples européens continuant en majorité à rejeter l'adhésion de la Turquie.

F. M.

## Chine

### Washington et Tokyo haussent le ton face à Pékin

Washington et Tokyo ont mis en garde Pékin, hier, contre toute tentative de «coercition» et de «déstabilisation» de la région, à l'issue d'entretiens diplomatiques et militaires de haut niveau visant à renforcer leur alliance contre les ambitions croissantes de la Chine.

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, et le chef du Pentagone, Lloyd Austin, étaient hier au Japon, étape inaugurale de leur premier déplacement à l'étranger, pour solidifier les liens des États-Unis avec leurs partenaires traditionnels en Asie à un moment où la Chine ne cesse d'afficher sa puissance. Dans une déclaration commune publiée avec leurs homologues japonais Toshimitsu Motegi et Nobuo Kishi, MM. Blinken et Austin ont averti que «le comportement de la Chine, lorsqu'il est incompatible avec l'ordre international existant, présente des défis politiques, économiques, militaires et technologiques».

«Les ministres se sont engagés à s'opposer à la coercition et aux comportements déstabilisateurs à l'égard des autres pays de la région», ajoute le texte. La

Chine «érode systématiquement l'autonomie de Hong Kong, mine la démocratie à Taïwan, viole les droits de l'homme dans le Xinjiang et au Tibet et revendique des zones maritimes en Mer de Chine méridionale en violation de traités internationaux», a énuméré M. Blinken lors d'une conférence de presse commune.

Washington et Tokyo ont notamment évoqué la présence croissante de navires chinois autour des îles Senkaku, un micro-archipel inhabité administré par le Japon mais revendiqué par la Chine.

«Nous sommes unis dans la vision d'une région Indo-Pacifique libre et ouverte, où les pays respectent les règles, coopèrent partout où ils le peuvent et règlent leurs différends de manière pacifique», a déclaré M. Blinken.

«Nous riposterons si nécessaire, si la Chine utilise la coercition ou l'agression pour arriver à ses fins», a-t-il prévenu, sans préciser quelle forme pourrait prendre une réplique américaine.

Depuis l'arrivée du démocrate Joe Biden à la Maison-Blanche fin janvier, le nouvel

exécutif américain a insisté sur sa volonté de refonder les relations des États-Unis avec le reste du monde, spécialement avec leurs alliés traditionnels, en rupture avec le tumulte de l'ère Trump. MM. Blinken et Austin se sont aussi entretenus hier avec le Premier ministre japonais, Yoshihide Suga, qui devrait être le mois prochain le premier dirigeant étranger à se rendre à Washington pour échanger en tête-à-tête avec le nouveau président américain.

«J'espère avoir des entretiens productifs avec le Président Biden pour reconfirmer l'étroite alliance américano-japonaise», a déclaré hier M. Suga.

Les deux ministres américains consultent également les alliés des États-Unis en Asie, dans le cadre d'une révision de la politique américaine sur la Corée du Nord. Ils doivent se rendre tous deux en Corée du Sud aujourd'hui.

Avec leurs homologues japonais, ils ont de nouveau appelé hier à la «denucléarisation complète» de la Corée du Nord, avertissant que l'arsenal de Pyongyang constituait «une menace pour la paix et la stabilité internationales».





Sanctions de la LFP  
**L'USMA écope d'une mise en garde pour jet de fumigènes**

L'USM Alger a écope d'une mise en garde, plus une amende de 100 000 dinars, pour jet de fumigènes sur le terrain (1<sup>er</sup> infraction), a annoncé, lundi, la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Disputé à huis clos, à l'instar de toutes les rencontres du championnat en raison de la pandémie de Covid-19, le match USM Alger - ASO Chlef (3-0) a enregistré, samedi, un fait inédit, avec jet de fumigènes de l'extérieur du stade Omar-Hamadi. Le club algérois s'est vu infliger également 300 000 dinars d'amende pour «absence d'eau chaude aux vestiaires des arbitres». Par ailleurs, le CR Belouizdad, le CABB Arréridj et la JSM Skikda ont écope chacun de 40 000 dinars d'amende pour «conduite incorrecte», alors que

l'ASO Chlef devra s'acquitter de 50 000 dinars d'amende pour «arrivée tardive au stade». Le NC Magra s'est vu infliger, quant à lui, 200 000 dinars d'amende pour «non-respect du protocole sanitaire».

Le président de l'US Biskra, Benaïssa Abdellah, a écope d'une mise en garde plus 50 000 dinars d'amende. Enfin, huit joueurs ont écope chacun d'un match de suspension ferme plus 30 000 dinars d'amende pour «contestation de décision» : Frioui Samy (MC Alger), Sofiane Bouchar (CR Belouizdad), Lyes Yaïche (CS Constantine), Houssein-Eddine Ouassini (WA Tlemcen), Aziz Fegas (NC Magra), Youcef Zahzouh (JSM Skikda), Boualem Mesmoudi (MC Oran), Ahmed Gagaâ (CABB Arréridj).

Coupe de la Confédération (2<sup>e</sup> journée-GR:B) /  
Napa Stars - JS Kabylie

**Les Canaris pour rester sur la lancée**

■ La JS Kabylie tentera de rester sur sa bonne lancée à l'occasion de cette rencontre comptant pour la deuxième journée de la C2 face aux Napa Stars de Zambie, après le premier succès enregistré à domicile, lors de sa première apparition en cette phase des poules de la Coupe de la CAF face aux Camerounais de Coton Sport, remporté sur une courte victoire,



Les Kabyles visent les trois points en Zambie

Qualifications CAN-2021

**La CAF maintient la 5<sup>e</sup> journée**

La Confédération africaine de football (CAF) a confirmé, sur son site officiel, la tenue de la 5<sup>e</sup> journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2021, du 24 au 27 mars. A cause de la pandémie de Covid-19, la Fifa a revu ses règlements qui obligeaient les clubs à mettre leurs joueurs à la disposition de leurs équipes nationales, une nouvelle disposition intéressant particulièrement les clubs anglais. L'entraîneur espagnol de Manchester City, Pep Guardiola, a décidé de son côté de ne pas libérer ses joueurs internationaux lors de la prochaine fenêtre internationale. En France, le FC Metz et Lyon ont décidé de ne pas lâcher leurs

joueurs tandis que le coach de Rennes, Bruno Génésio, a invité la Ligue de football professionnel (LFP) à déprogrammer les matchs prévus début avril pour mettre les joueurs à disposition des sélections. Face à cette situation, la Confédération d'Amérique latine et du Sud (Conmebol) a décidé de reporter ses éliminatoires de la Coupe du monde 2022, programmées au même moment. S'ils acceptent de venir en sélection nationale, les footballeurs africains basés en Europe et en Angleterre plus précisément doivent faire face à un isolement de sept jours, de retour de voyages effectués hors Union européenne.

Par Mahfoud M.

résultats, que ce soit en championnat ou en Coupe africaine, et cela jouera en faveur des joueurs qui se présenteront complètement décontractés et essayeront de produire leur jeu habituel fait de passes courtes et d'attaques rapides. Cependant, la chaleur pourrait leur jouer un mauvais tour, sachant que les températures se rapprochent des 30°C ces jours-ci, et la formation locale ne compte pas se laisser aller et devrait se donner à fond pour

garder ses chances de qualification pour le prochain tour.

**L'ESS ne baissera pas les bras**

De son côté, le second représentant algérien dans cette compétition, l'ES Sétif, abordera cette deuxième journée de la Coupe de la CAF avec sérieux en croisant le fer avec la formation libyenne du Ahly Benghazi. Tenu en échec au Ghana par les Orlando Pirates, l'Aigle Noir ne compte pas cette fois-ci laisser passer cette chance de jouer sur un terrain neutre au Caire face à cette équipe d'El Ahly pour décrocher les trois points. Cela reste largement dans les cordes de l'Entente qui a réussi, par le passé, à battre cette équipe. Les poulains d'El Kouki sont conscients de ce qui les attends lors de cette épopée. Ils savent qu'ils doivent se battre à fond pour être au rendez-vous et bien se positionner dans le classement du groupe pour arracher la qualification aux quarts de finale de cette compétition africaine, dans laquelle ils aimeraient bien aller le plus loin possible. Les coéquipiers de Karaoui feront fi des problèmes financiers qu'ils vivent et se concentreront uniquement sur le terrain pour réussir cette sortie très importante pour le club.

M. M.

**Le programme :**  
**Mercredi 17 mars (15h00) :**  
WAT-NAHD  
MCO-ASAM  
ASO-USB  
CABBA-CSC  
PAC-JSS  
**Reports :**  
USMBA- JSK  
MCA-NCM  
JSMS-ESS  
CRB-USMA

M. M.

Cyclisme

**Test d'évaluation pour les Jeunes talents**

UN TEST d'évaluation pour des jeunes cyclistes, relevant encore de la catégorie des cadets, a été organisé par la Fédération algérienne de la discipline le mardi 16 mars courant, au stade du 5-Juillet (Alger), a-t-on appris auprès de cette instance. «Les athlètes concernés par ce test relèvent des Ligues d'Alger, Blida, Tipasa, Chlef, Aïn

Defla», a précisé la fédération dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel. Le test en question a porté sur la vélocité, la vitesse sur 60 mètres, 200 mètres et 4000 mètres, et il a été supervisé par le directeur des Jeunes Talents Sportifs de la Fédération, Samir Allam, ainsi que par le Docteur Kamel Sedouki.

Ligue 1 (18<sup>e</sup> journée)

**La JSS pour consolider son fauteuil**

LA JS SAOURA tentera, lors de cette 18<sup>e</sup> journée de la Ligue I qui se joue aujourd'hui, de consolider son fauteuil de leader avec la réception du Paradou AC sur son ancre du stade du 20-Août de Béchar. Ayant repris seul les commandes à la faveur du faux pas du MCO à domicile, et en raison de l'absence de l'ESS qui joue la compétition africaine, le club sudiste fera tout ce qui est en son pouvoir pour empocher les points de cette rencontre. Toutefois, cela n'est pas évident face à une équipe du PAC qui a repris du poil de la bête et s'est relancée pour une place au peloton de tête, sachant que seuls cinq points séparent les deux formations. Pour sa part, le MC Oran qui jouera son deuxième match à domicile, après le nul concédé face au CABBA, souhaite se rattraper et décrocher, cette fois-ci, les trois points qui lui permettront de se relancer et de revenir à hauteur de la JSS. Les «Hamraoua» devraient quand même faire

très attention à cette équipe de l'AS Aïn M'illa qui voyage bien cette saison et reste une des sensations du championnat grâce à sa grande détermination affichée, malgré le manque de moyens. Le derby de l'Est entre le CA Bordj Bou-Arréridj et le CS Constantine s'annonce palpitant, même si les deux équipes auront des objectifs diamétralement opposés. Ainsi, les «Criquets Jaunes» souhaitent sortir du tunnel et mettre fin à la crise de résultats qui a précipité le club à la dernière place, alors que les Constantinois souhaitent rester sur cette belle dynamique après leur large succès face au RCR, lors de la précédente journée. L'ASO Chlef, qui va mal ces derniers temps, souhaite se reprendre avec la réception de l'US Biskra qui, lui, amorce un nouveau départ. Avec Ighil à la barre technique, les gars du Chelif souhaitent se refaire une santé et se relancer pour une place honorable. Le WA Tlemcen, qui souffle le chaud

et le froid, accueille le NA Hussein-Dey qui est dans la même situation et essaiera donc de l'emporter pour améliorer son classement. Quatre matchs du championnat sont remportés pour cette journée en raison de la participation de nos clubs aux différentes compétitions africaines.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sûreté nationale

## Farid Zineddine Bencheikh nommé DGSN

M. FARID ZINEDDINE Bencheikh a été nommé directeur général de la Sûreté nationale (DGSN) en remplacement de M. Khelifa Ounissi dont il a été mis fin aux fonctions, indique, hier, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire.

«Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de

*l'Aménagement du territoire annonce qu'en vertu du décret présidentiel du 1<sup>er</sup> Chaâbane 1442, correspondant au 15 mars 2021, M. Farid Zineddine Bencheikh est nommé directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), en remplacement de Khelifa Ounissi dont il a été mis fin aux fonctions»,* précise le communiqué.

APS

Boumerdès

## Les corps sans vie de trois enfants repêchés en deux jours dans des mares

LES SERVICES de la Protection civile de Boumerdès ont repêché en deux jours (dimanche et lundi) les corps sans vie de trois enfants âgés de 12, 14 et 15 ans, noyés dans des étendues d'eau au niveau des communes d'El Kharrouba et d'Issers (à l'est et l'ouest de la wilaya), a-t-on appris, lundi, des mêmes services.

Le chargé de la cellule de communication, le lieutenant Hocine Bouchachia, a précisé à l'APS que les cadavres des deux enfants noyés ont été repêchés,

dimanche, dans un lac à proximité du barrage Keddara dans la commune d'El Kharrouba.

Quant au troisième corps sans vie de l'enfant, il a été repêché, lundi, dans une étendue d'eau au niveau du village Laabid, dans la commune d'Issers, ajoute la même source.

Après l'intervention des agents de la Protection civile dans les deux incidents, les trois victimes ont été transférées aux morgues de l'hôpital de Thénia et de Bordj Menaiel.

Amel N.

Oum El Bouaghi

## Plus de 300 permis de chasse délivrés depuis début 2021

PAS MOINS de 315 permis de chasse ont été délivrés par la Conservation des forêts depuis le début de l'année 2021 au profit des chasseurs de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris, hier, du responsable de la communication de cette direction.

Dans une déclaration à l'APS, Raouf Amor a précisé que ces permis, accordés à des chasseurs relevant des 29 communes de la wilaya, ont été octroyés au niveau des sièges de daïra, en présence des représentants de la Conservation des forêts et d'associations de chasseurs.

Les bénéficiaires de ces permis, a-t-il souligné, font partie d'un total de 361 chasseurs ayant été initiés aux techniques de la chasse au centre de forma-

tion professionnelle Hadjam-Aboud, sis au chef-lieu de wilaya, et qui se sont vu attribuer un certificat de qualification de chasse.

La wilaya d'Oum El Bouaghi dispose actuellement de 47 zones de chasse réparties sur différentes communes et sont dans l'attente de l'approbation du ministère de tutelle, a indiqué le même responsable.

Il a également souligné que cette activité est soumise à un ensemble de conditions définies par la loi, telles que la détention du permis de chasse, l'adhésion à une association, en plus de la possession d'un contrat d'assurance, et ce, dans l'attente de la décision d'ouverture de la saison de la chasse par le wali.

Ali N.

Béjaïa

## La marche des étudiants empêchée

LA MARCHÉ de la communauté universitaire a été empêchée hier. Un dispositif de sécurité a été placé aux abords du centre Targa Ouzemour d'où devait démarrer, comme de coutume la procession, et a empêché les étudiants de quitter l'enceinte de l'université. Les forces de l'ordre ont même utilisé la force devant le portail principal pour repousser les étudiants dont la mobilisation paraît s'affaiblir par rapport aux mois précédents ou aux années 2020 et 2019 et surtout ces deux dernières semaines. L'appel du collectif des enseignants et des travailleurs de l'université, lancé la veille, démontre que le mouvement étudiant montre des signes de division qui ne trompe pas, du moins en cette période. Plusieurs manifestants ont été arrêtés puis

relâchés selon des informations recueillies. Un groupe d'étudiants a même marché à l'intérieur de l'université contrairement aux mois précédents où la communauté universitaire avait l'habitude de marcher jusqu'à la placette Saïd-Mekbel puis vers le Palais de justice avec l'appui de la société civile et des hirakistes. Des slogans ont été scandés durant la marche organisée à l'intérieur du centre : «Pacifique, pacifique, transition démocratique», «Ulac ulac Ivot ulac», «Liberté d'expression à bas la répression», «Winek winek ya adala», «Assa azeka tagrawla thela thela», «Yen marre yen marre de ce pouvoir», «Libérez les détenus», «Salimou soula lechaâb». Les manifestants se sont séparés ensuite dans le calme.

H. C.

## Dixième anniversaire de la guerre en Syrie



Loumis

Djalou@hotmail.com

Marché informel

## Plus de 6 000 milliards de dinars ont circulé hors secteur bancaire en 2020

■ «La valeur des fonds échangés dans le circuit des marchés informels a été estimée à plus de 6 000 milliards de dinars fin 2020», a indiqué, hier, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, à l'occasion de la journée d'étude organisée au Conseil de la nation, consacrée à l'inclusion islamique.

Par Thininiene Khouchi

L'informel gangrène l'économie nationale. En effet, lors de son intervention à l'occasion de la journée d'étude organisée au Conseil de la nation consacrée à l'inclusion islamique, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a révélé que des sommes importantes, en dehors des cercles bancaires, étaient échangées sur le marché noir en Algérie. Il a assuré que «plus de 6 000 milliards de dinars ont circulé en Algérie hors secteur bancaire à fin 2020». Ses propos viennent confirmer la note publiée par la Banque d'Algérie expliquant que «la circulation fiduciaire hors banques est passée à 6 140,7 milliards (mds) de DA à fin 2020, contre 5 437,6 mds de DA à fin 2019, soit une augmentation de 12,93 %». «Ce qui correspond, à 34,73 % de la masse monétaire à

fin 2020 contre 32,94 % à fin 2019», selon la note de la Banque d'Algérie. En outre, lors de cette journée consacrée à l'inclusion islamique, le ministre des Finances a indiqué que «la finance islamique s'élargit et prend des proportions en crescendo». En effet, si l'adoption du concept est déjà acquise par des banques publiques à l'image du CPA qui dispose de guichets à travers le pays, les autres banques publiques sont, inévitablement, appelées à faire de même tant le concept est adaptable à la société algérienne. Pour ce qui est du taux d'avancement de l'ouverture de guichets consacrés à la finance islamique, le ministre des Finances a indiqué : «Nous sommes à 133 guichets».

«Nous comptons arriver à plus de 320 avant la fin de l'année en cours», a soutenu Aymen Benabderrahmane.

De son côté, le président du Haut Conseil islamique, Bouabdellah Ghollamallah, a indiqué que «le lancement de la finance islamique et son penchant pour l'inclusion à travers l'ensemble des banques publiques est arrivé à point nommé». «Au niveau du HCl et ce, depuis sa création, nous avons sans cesse appelé au lancement de ce concept, comme il est d'usage dans plus de 80 pays à travers le monde», a-t-il indiqué en marge de cette journée consacrée à l'inclusion de la finance islamique. Par là même, Bouabdellah Ghollamallah a adressé ses vifs «remerciements» aux hautes

autorités de permettre au HCl d'être «l'accompagnateur de ce concept appelé à se généraliser à travers l'Algérie».

**Kamel Rezig : «L'heure est à l'adéquation de l'arsenal juridique pour un véritable lancement de la finance islamique»**

S'exprimant à cette occasion, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a indiqué que «la finance islamique, conforme à la Charia islamique et qui est à un stade avancé dans plusieurs pays, doit être accompagnée de son corollaire aspect juridique en relation avec le registre du commerce pour pouvoir réussir l'inclusion de ce concept dans la vie commerciale du pays». «Il serait intéressant que ce concept vienne en complémentarité avec le modèle classique pour charrier le plus grand nombre d'adhérents et de clients», a-t-il souligné. Ce qui, selon lui, constituerait la base forte idéale pour la relance de l'activité bancaire et financière en Algérie. Pour Kamel Rezig, l'heure en ce moment est à l'adéquation de l'arsenal juridique pour un véritable lancement de l'inclusion de la finance islamique dans le circuit commercial du pays. Il a notamment appelé à une complémentarité entre le concept de la finance islamique avec le mode classique de financement pour arriver à englober l'ensemble des investisseurs.

T. K.